

Dans le fascicule que j'ai en main, absolument rien ne laisse entrevoir qu'il est possible de trouver des moyens d'abaisser notre coût de production de façon à pouvoir exporter. Il faut réduire le prix de notre production pour permettre aux Canadiens d'acheter plus de produits, parce que si la production est trop dispendieuse, les Canadiens n'auront pas l'argent nécessaire pour l'acheter et elle restera dans les entrepôts, financée à 12 p. 100, en vertu de la formule 88 utilisée par les banques.

Monsieur le président, il est impossible, dans le système actuel, pour les Canadiens, de devenir propriétaires, actionnaires d'industries. Pourtant, dans le bill, on ne nous offre absolument pas de conditions plus avantageuses, afin de nous permettre de nous développer, de devenir nous-mêmes et de développer notre pays au point de vue physique.

Nous sommes donc encore plus capables de le développer au point de vue financier, mais c'est précisément ce que l'on ne veut pas faire: tout ce qui est physiquement possible—comme on le dit souvent—devrait être financièrement réalisable. Si ce ne l'est pas, c'est parce que l'économie n'est pas bien administrée et équilibrée. Alors, il faut appliquer les techniques nécessaires pour équilibrer à nouveau notre économie, afin que les Canadiens puissent un jour devenir des propriétaires.

Monsieur le président, nos représentants ont-ils le souci d'assurer le respect de nos particularités ethniques? Non! Je pense qu'ils n'ont pas le temps de s'en occuper. Il faudrait au moins plusieurs mois pour en arriver à des solutions, en vue de trouver les moyens ou les formules pour organiser un système logique, adapté à la réalité, afin de faire quelque chose au point de vue économique.

Le bill que nous étudions présentement expose certaines lacunes et montre que jusqu'à 80 p. 100 de certaines industries ne nous appartiennent pas, car elles sont contrôlées par des étrangers.

En général, il me semble que tout près de 75 p. 100 de nos industries sont contrôlées par des étrangers. Le bill en traite et, pourtant, nous le savions depuis longtemps, ce qui veut dire qu'il ne nous apprend pas grand-chose, alors que s'il avait eu un autre contenu, s'il avait exprimé d'autres intentions, nous aurions certainement pu trouver quelques solutions pratiques pour dire aux Canadiens: Nous avons trouvé une «patente» qui vous permettra de devenir propriétaires de votre industrie, de votre commerce, afin que vous puissiez être vous-mêmes dans votre pays. Mais dans le bill, on ne fait pas du tout allusion à cela. On dit qu'il faudrait avoir un droit de regard seulement sur les organismes étrangers qui auront l'intention de venir développer notre pays.

Monsieur le président, étant donné tout ce que nous avons, y compris les universités et une technologie très développée, nous pourrions nous passer d'une grande partie des capitaux étrangers.

• (2050)

C'est tout simplement le capital qui manque, mais nous avons tout ce qu'il faut pour mettre à l'œuvre ce capital. Au fait, quand les étrangers viennent exploiter notre pays, ils savent jouer avec les actions des compagnies. Ils savent ce que c'est qu'une action dans une compagnie, et ils sont capables d'en émettre: c'est de la création de capital. S'ils peuvent faire cela, nous sommes, nous aussi, capables de le faire.

Les étrangers créent du capital avec nos biens, nos valeurs et nos ressources naturelles. Ce capital est bel et

bien créé au moyen d'actions, basées sur quelque chose de non palpable, sur rien, quoi, puis ces compagnies s'emparant ainsi de nos industries.

Pourtant, le gouvernement pourrait permettre aux Canadiens de faire la même chose, au moyen d'une simple loi visant à les favoriser dans ce genre d'entreprises. Il pourrait également leur fournir des explications pour leur faire comprendre ce qu'est une compagnie, ce que sont les actions, de quelle manière on les crée, mais il se garde bien de le faire.

Nous pourrions ainsi reprendre le contrôle de notre commerce et de notre économie et rendre les Canadiens maîtres de leur destinée.

Présentement, un bon nombre d'industries et de commerces sont exploités par les étrangers et très difficiles à reprendre. Il faudra recourir aux grands moyens si nous voulons le faire. Le bill actuellement à l'étude ne contient aucune solution susceptible de régler ce problème.

Je n'entends donc aucunement blâmer le gouvernement, car nous sommes heureux qu'il ait présenté ce bill. Au fait, il nous rappelle que nous ne sommes plus maîtres chez nous. Mais les vrais moyens de nous en sortir, ce bill n'en dit rien. Alors, il faudra les trouver, ces vrais moyens, et c'est là-dessus que nous concentrons nos recherches, afin de trouver les moyens appropriés pour mettre vraiment à la disposition des Canadiens un organisme de finance à bas taux d'intérêt, de même qu'un pouvoir d'achat satisfaisant, pour qu'on puisse trouver à vendre chez nous le plus de marchandises possible. Et nous exporterons les restes, au lieu d'exporter ce que nous avons de mieux.

Présentement, on exporte ce que l'on a de mieux, et nous nous contentons des restes, alors que c'est le contraire qui devrait se produire. Nous devrions consommer ce qu'il y a de mieux et exporter les restes. Charité bien ordonnée commence par soi.

C'est avec cet objectif en vue que je dis que ce bill ne peut rien régler. Il s'agit tout au plus d'un exposé de principes. Je crois que pour sortir de l'impasse, il faudra publier d'autres Livres blancs, proposant de véritables solutions. Il nous faudra trouver les moyens appropriés pour faire financer notre industrie par les Canadiens, au même titre qu'on la fait financer par les étrangers, en se basant sur les mêmes ressources naturelles et les mêmes garanties.

Si les étrangers investissent ici, créent du capital, ils le font parce que nous leur fournissons les garanties nécessaires. Au fait, nous fournissons nos ressources naturelles, après quoi nous nous contentons de travailler pour les étrangers. Aujourd'hui, nous nous apercevons que nous ne sommes plus maîtres chez nous, et nous le déplorons.

Le moyen de sortir de cette impasse, c'est de dire aux Canadiens: Étant donné que 80 p. 100 de notre économie est contrôlée par les étrangers, il s'agirait de se demander pourquoi et de trouver des solutions pour redevenir maîtres chez nous.

Si nous sommes incapables de reprendre les industries qui sont actuellement aux mains des étrangers, les nouveaux développements devraient au moins appartenir aux Canadiens. On devrait émettre de nouveaux crédits à des Canadiens, à des taux d'intérêt minimes, pour leur permettre de développer leurs industries et leurs commerces. De cette façon, ils pourraient devenir propriétaires des nouveaux développements, sinon des anciens.